

nal lequel est protégé à l'avantage des producteurs domestiques dans ces régions où il est produit. Par exemple nous ne vendons pas le blé sur un marché international en concurrence avec ce que les producteurs des autres pays obtiennent: nous le vendons en concurrence avec ce qui est le surplus connu de leurs exigences domestiques et ils s'en défont en certains cas ou vendent à n'importe quel prix. Nous, producteurs canadiens de blé, devons en tout temps vendre en concurrence avec cela car pour ce que nous vendons sur le marché domestique, en dépit de cela, il y a une différence dans les prix aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne de l'Ouest et en France. Nul d'entre eux ne vend sur ce marché et nous, nous vendons en concurrence avec cela continuellement.

La même chose se produit pour le sucre. Un taux ou taxe indirecte d'un cent et demi est imposé globalement sur le sucre qui arrive au Canada sous forme brute et nos producteurs de betteraves à sucre essaient de vendre en concurrence avec ce genre de marché continuellement. Cela maintient les prix peu élevés. Il y a une autre question à ce sujet. Les fermiers sont également moins stimulés à une plus grande production. Est-ce là une façon justifiable d'utiliser notre potentiel de production alimentaire, alors que l'on prétend qu'un manque d'aliments, de proportion critique menace de se produire très prochainement?

M. ANDERSON: Je reviens encore à la même réponse que j'ai donnée, que la meilleure façon d'affronter toute crise alimentaire, comme vous dites, est la production à l'intérieur même des pays visés. Par conséquent, la réponse à votre question est que notre production actuelle, laquelle nous sommes en mesure de vendre, est probablement la production économique telle que démontrée par nos prix.

M. OLSON: Je suis de cet avis, personnellement—il n'y a aucun désaccord avec cela. Le point auquel je voulais en venir est à savoir si oui ou non il existe au Canada un grief mal placé au sujet des prix des aliments, alors que nous avons certaines obligations ou responsabilités internationales, d'un point de vue humanitaire, là où nous pourrions en fait, par un léger accroissement de nos prix aux consommateurs canadiens, augmenter substantiellement le rendement total et l'excédent de ceci serait accessible à ces pays qui souffrent d'une carence.

M. McCUTCHEON: Cette crise alimentaire dont nous entendons parler est-elle si grave qu'on le dit parfois? La raison pour laquelle je pose cette question provient du fait que j'ai lu récemment un article lequel rapportait qu'au Pakistan on avait fait des choses extraordinaires avec une sorte de blé mexicain. Ici, notre rendement est probablement d'une tonne l'acre et cette variété a soi-disant un rendement de deux à deux tonnes et demie l'acre. Il est présumé ou mentionné dans cet article qu'ils se suffiraient à eux-mêmes dans quelques cinq ou dix ans ou quelque chose du genre. Je ne me souviens plus du nombre exact. Par conséquent, revenant à cet article, je reformule ma question: cette crise alimentaire est-elle si sérieuse qu'on le dit parfois?

M. ANDERSON: Je crois qu'il est possible d'exagérer le fait et il a été exagéré à certains moments. Il n'y a aucun doute que, d'après des standards de nutrition raisonnables, une large proportion de la population mondiale est sous-alimentée. Lorsque vous mentionnez «crise alimentaire» cependant, je pense à quelque chose comme à une famine massive et je ne crois pas qu'une crise de cette proportion soit prévisible. Je pense que les chiffres qui m'ont été fournis par la FAO, lesquels j'ai inscrits ici, montrent que les pays en voie de développement vont devoir faire face à de graves difficultés en affrontant l'accroissement de la population et le besoin alimentaire; mais cela n'ira pas jusqu'à atteindre les proportions critiques de l'ordre d'une famine massive.

M. McCUTCHEON: Avez-vous quelque chose à ajouter au sujet du développement de ce programme au Pakistan, autre que ce que j'ai mentionné? Le projet progresse-t-il de façon satisfaisante?